

E. Faux / T. Legrand / G. Perez

LA MAIN DROITE DE DIEU

Enquête sur François Mitterrand et l'extrême droite

« Je vois bien le cheminement de vos questions. Vous instruisez mon procès. Je serais dans un tribunal, on ne me poserait pas de questions différentes. Mais c'est votre droit, vous êtes libres !

– Monsieur le président, nous souhaiterions que vous nous aidiez à lever quelques ambiguïtés concernant votre passé. Acceptez notre démarche comme celle de trois journalistes de trente ans qui se sont assigné un devoir de mémoire... Il s'agit d'essayer de comprendre et d'éclairer par votre parcours certains de vos choix. »

Pourquoi François Mitterrand a-t-il favorisé la percée du Front national ? Pourquoi a-t-il tenu à faire déposer, chaque année, une gerbe sur la tombe de Pétain ? Pourquoi a-t-il pardonné aux généraux putschistes d'Algérie ? Pourquoi a-t-il conservé d'anciennes amitiés vichyssoises ? Les réponses à ces questions, il faut les chercher en fouillant un demi-siècle d'histoire occultée, en explorant les relations entretenues depuis sa jeunesse par François Mitterrand avec des personnages marqués à l'extrême droite.

Un an d'enquête, près de cent cinquante entretiens, l'étude de documents oubliés, parfois inédits, ont permis de mettre au jour des faits irréfutables. Derrière l'amnistie des généraux, le jeu ambigu avec Le Pen et les couronnes pour le Maréchal, on retrouve toujours « la main droite de Dieu ».

Emmanuel Faux, 30 ans, est journaliste à Europe 1.

Thomas Legrand, 31 ans, est journaliste à RTL.

Gilles Perez, 27 ans, est journaliste à Radio-France Internationale.

La maturation et la rédaction de ce livre sont le fruit d'un travail collectif. L'enquête a été menée principalement par Gilles Perez.

Les trois auteurs ont publié, en 1991, *Plumes de l'ombre*, une première enquête, sur les « nègres » des hommes politiques.



Photo Dif Andersen / Gamma © Seuil



9 782020 211024

Emmanuel Faux, Thomas Legrand, Gilles Perez

LA MAIN DROITE DE DIEU

Enquête sur François Mitterrand et l'extrême droite



dénonciation dont on se porte garant, dont on accepte personnellement les conséquences, qui est basée sur des motifs sérieux. Cette tâche est ingrate mais elle a sa nécessité. Suppléons aux déficiences, ruinons un état d'esprit abominable et par trop répandu. Pour nous, pour le relèvement de la France, nous dénoncerons les vrais coupables. Ne pactisons pas avec le diable³² ! »

En 1947, pour ses activités au sein du RNPG, puis du MNPGD, André Bettencourt se verra remettre la rosette de la Résistance par le ministre des Anciens Combattants... François Mitterrand. Les deux hommes se retrouveront aussi à Cluny, en 1984, pour célébrer très officiellement le souvenir de la résistante martyre Bertie Albrecht.

32. *La Terre française*, n° 50, 11 octobre 1941, p. 10. Cet article a été quelquefois cité par des revues d'extrême droite. Toutes ont été victimes d'une photocopie où des passages entiers ont été tronqués. Après vérification, cet article comme d'autres est violemment antimaçonnique et laudateur du régime du maréchal Pétain.

3. Les années Vichy

Comme des centaines de milliers de Français après la débâcle, François Mitterrand connaît la captivité. Après deux tentatives avortées, il réussit à s'évader d'Allemagne et à passer en zone libre, en décembre 1941. L'épisode a été maintes fois raconté.

Pour l'ex-prisonnier, l'objectif premier est de retrouver une existence légale, c'est-à-dire du travail et des papiers. Après la dérobade du maire de Jarnac¹, qui refuse de lui procurer des pièces d'identité², François Mitterrand décide de se tourner vers Vichy, où il sait avoir des amis. Plusieurs bonnes volontés se manifestent pour l'aider : le commandant Le Corbeiller, proche de la famille, mais aussi Gabriel Jeantet, chargé de mission au cabinet du maréchal Pétain, cagoulard célèbre, matricule 367³, François Méténier, autre cagoulard connu, responsable des troupes de protection du Maréchal, Armand Petitjean, conseiller du ministre de l'Information Paul Marion, ou encore Jean de Fabrègues, ancien directeur du journal *Combat* et membre influent du commissariat géné-

1. Commune natale de François Mitterrand en Charente.

2. Voir Catherine Nay, *Le Noir et le Rouge ou l'histoire d'une ambition*, Paris, Grasset, 1984.

3. Ce numéro de matricule a été retrouvé dans la liste Corre, rassemblant une grande partie des cagouleurs recensés sur la place de Paris. Cette liste a été publiée dans plusieurs ouvrages, notamment in Joseph Désert, *Toute la vérité sur l'histoire de la Cagoule*, Paris, Librairie des sciences et des arts, 1946.

ral aux Prisonniers de guerre et Rapatriés. C'est ce service, décrit par l'historien Jean-Louis Loubet del Bayle comme un « lieu de convergence des non-conformistes pétainistes⁴ », que François Mitterrand intégrera en 1942. Chargé de la propagande, il sera au carrefour du secrétariat à l'Information, du service national des étudiants⁵ rattaché au secrétariat à la Jeunesse et de la presse accréditée à Vichy.

Accueillir, renseigner, guider les prisonniers rapatriés et évadés : telles sont quelques-unes des tâches confiées au jeune fonctionnaire Mitterrand. Jean de Fabrègues racontera plus tard : « Quand il est rentré de captivité, il est venu à Vichy. J'ai immédiatement dit : "Celui-là, on peut le faire travailler, on peut l'utiliser parce que je sais quelle est son orientation." J'étais certain de mon choix, on lui a remis le pied à l'étrier. Le premier discours que je lui ai fait faire, pour saluer les prisonniers qui rentraient de captivité, est devenu un éloge de José Antonio Primo de Rivera⁶. Je me revois encore, très ennuyé parce que c'était en principe une espèce d'activité neutre. (La plupart des prisonniers qui rentraient étaient des ouvriers de la banlieue parisienne.) Après ce discours, je lui ai dit : "Je suis à peu près d'accord sur ce que vous dites, bien sûr, mais là, attention, nous n'exprimons plus notre pensée à nous, nous expliquons à ces garçons qui arrivent et qui sont partis en 39-40, à l'époque de la démocratie, dans quel horizon ils rentrent⁷." »

4. Entretien avec les auteurs, 16 mai 1994.

5. Il en deviendra l'un des délégués.

6. José Antonio Primo de Rivera (1903-1936) est le fondateur de la Phalange espagnole (1933). S'inspirant du fascisme italien, la Phalange rejetait le dilemme capitalisme/socialisme, prônant une réforme agraire, diverses nationalisations et la création d'un État centralisé et autoritaire : « *España una, grande y libre.* » Elle joua un rôle essentiel dans le soulèvement nationaliste. En 1937, Franco proclama la Phalange parti unique et en devint le chef. José Antonio Primo de Rivera fut, quant à lui, jugé sommairement et fusillé par le gouvernement de Front populaire en 1936.

7. Extrait d'un entretien enregistré de Jean de Fabrègues avec Jean-Louis Loubet del Bayle en mars 1965.

Cette référence à Primo de Rivera peut être expliquée par la formation intellectuelle des jeunes du 104, rue de Vaugirard. Pierre de Bénouville confirme l'attrait exercé par l'auteur espagnol sur leur groupe : « Quelle intelligence, quel homme ! Vous touchez là l'une de nos références intellectuelles et morales les plus sûres. Pour nous, ce n'était en rien le théoricien de la dictature comme on a voulu le caricaturer après. Non, il prônait une doctrine de respect du droit et avec quelle dialectique ! Ce qui nous a toujours le plus fascinés dans ses écrits, c'était sa grande noblesse. Nous avons détesté la manière dont on a mis fin à sa vie. C'est comme pour le fascisme de Mussolini, il pouvait représenter un vrai souffle, un vrai espoir, avant bien sûr que les Allemands ne le prennent en main⁸. »

Jean de Fabrègues se targue donc d'avoir fait entrer François Mitterrand dans la machine de Vichy. Il est aussi, et peut-être surtout, un ami d'avant-guerre. L'ancien secrétaire de Charles Maurras a créé plusieurs journaux et revues d'obédience royaliste et nationaliste : il dirige *Réaction pour l'ordre* en 1930, *La Revue du siècle* en 1932, *La Revue du xx^e siècle* en 1935, *Combat* en 1936 et enfin *Civilisation* en 1939. Jean de Fabrègues est le prototype du « non-conformiste » des années 30, incarnation parfaite de ce que l'on appelle à l'époque la « jeune droite »⁹.

Ce courant, qui a pu s'exprimer principalement dans les colonnes de *Combat*, est en fait une dissidence de l'Action française. On y retrouve les premiers écrits journalistiques de Claude Roy, qui est à l'origine de la rencontre entre les deux hommes. Dans son témoignage enregistré après la guerre par l'historien Jean-Louis Loubet del Bayle, Jean de Fabrègues

8. Entretien avec les auteurs, 7 juin 1994.

9. Voir la thèse de Véronique de Chavagnac, *Jean de Fabrègues, persistance et originalité d'une tradition catholique de droite pendant l'entre-deux-guerres*, Paris, IEP, 1993.

explique : « A-t-il collaboré à *Combat* ? Non, on ne retrouve pas son nom, à moins que ce ne soit pour des notes. Mais ce qui me paraît sûr, c'est qu'il diffusait *Combat* chez les maristes, il était notre correspondant au 104, rue de Vaugirard où il faisait rentrer les numéros de *Combat*. Je suis sûr de cela. Il avait un ami, Claude Roy, qui prenait un rôle très important dans les colonnes et dans la vie de *Combat*. J'ai un très bon souvenir de cela puisqu'en 1942, lorsqu'il est rentré de camp, je savais que c'était son atmosphère. »

Cette proximité idéologique et philosophique est confirmée par Jean-Louis Loubet del Bayle, auteur d'une thèse et d'un livre sur les non-conformistes des années 30¹⁰. Confident de Jean de Fabrègues jusqu'à la fin de sa vie, il a une connaissance très précise de la revue *Combat* : « Ce n'était en rien une revue que l'on pourrait qualifier, selon une terminologie contemporaine, d'"intégriste", explique le chercheur. L'équipe est nationaliste, cela ne fait aucun doute. Monarchiste, dans une définition que l'on pourrait trouver à l'Action française des années vingt. » Fabrègues a, en effet, défini sa revue comme étant aux confins des thèses de Charles Maurras jeune, donc de l'AF de l'époque, et du Sillon de Marc Sangnier. Il écrira d'ailleurs plus tard un livre sur le Sillon. Jean-Louis Loubet del Bayle retient trois spécificités qui caractérisent la revue :

« La thématique de la civilisation bafouée par les valeurs et les acteurs de l'époque (Fabrègues lancera une revue intitulée *Civilisation*) ;

– les valeurs du catholicisme – seul Thierry Maulnier se présente comme agnostique ;

– une sensibilité sociale fortement inspirée des "anciens du Sillon". Jean-Pierre Maxence, cofondateur de la revue, n'adhérera jamais à l'Action française en raison de son "déficit social".

10. *Les Non-Conformistes des années 30*, op. cit.

« Le François Mitterrand d'alors est en parfait accord avec la pensée des fondateurs de *Combat*. Il a été formé à Paris par la grille de lecture du catholicisme social », conclut l'historien toulousain Jean-Louis Loubet del Bayle¹¹.

Une analyse que confirment les souvenirs de Pierre de Bénouville : « Jean de Fabrègues était un de nos amis. Un homme de qualité, mû par une foi profonde, belle. Nous en discussions souvent ensemble¹². »

Détenu dans un camp de prisonniers à Edelbach, en Autriche, puis libéré parce que père de quatre enfants, Fabrègues est inmanquablement courtisé par les nouveaux cadres de la Révolution nationale. Parmi eux, bien sûr, Paul Marion, qui lui demandera un temps de reprendre en main les destinées des éditions Jeune France, jugées trop « démocrates-sociales » sous l'influence d'Emmanuel Mounier¹³. Les acteurs du régime de Vichy proposent alors à l'ex-prisonnier Jean de Fabrègues de créer, au sein du commissariat général aux Prisonniers de guerre et Déportés, les Comités d'entraide et les Maisons du prisonnier. Il aura en outre la charge, avec d'autres, d'établir des passerelles entre le pouvoir et les milieux catholiques.

Au début de l'année 1942, Fabrègues lance, avec l'aide financière du secrétariat à l'Information, la revue *Demain*. Il ne semble pas être devenu membre actif du réseau des prisonniers de guerre (RNPG)¹⁴, mais on relève plusieurs fois son nom au côté de ceux de François Mitterrand et de Jean Védrine dans des comptes rendus de réunion du même mou-

11. Entretien avec les auteurs, 16 mai 1994.

12. Entretien avec les auteurs, 7 juin 1994.

13. Voir sur ce thème la passionnante étude de Michel Bergès, *Vichy contre Mounier*, à paraître.

14. Le RNPG est officiellement créé en 1943.

vement. D'après plusieurs témoignages¹⁵, Jean de Fabrègues a souvent fermé les yeux lorsque de faux papiers étaient fabriqués dans son bureau.

En 1949, la revue *Esprit* et Emmanuel Mounier attaqueront violemment Fabrègues sur ses activités durant la collaboration. Le nouveau directeur de *La France catholique* usera d'un droit de réponse pour plaider : « Si j'avais été collaborateur, comment des catholiques résistants, des hommes comme Mitterrand, Montjoye et les chefs du Mouvement de résistance des prisonniers (le MNPGD) m'auraient-ils témoigné leur confiance publique et privée ? »

Ancré dans le mouvement catholique traditionaliste, Fabrègues se signale en 1956 dans la revue *Itinéraire*, dirigée par l'ancien collaborateur Jean Arfel, dit « Jean Madiran »¹⁶. Encore aujourd'hui, François Mitterrand garde un souvenir amical d'un homme dont il s'est finalement séparé : « C'était un type pas mal, un peu intégriste à la fin, mais sympathique. Nous avons été très proches, puis je me suis éloigné de lui et il est devenu amer. Il a même écrit des choses très dures, mais c'était un type bien¹⁷. »

Vichy est un petit monde. La vie intellectuelle se limite à quelques cercles très restreints qui se côtoient dans les mêmes bars ou restaurants. La capitale de l'État français a des allures de laboratoire d'opérette où les idées destinées à donner corps à la théorie de la Révolution nationale sont en fusion. François Mitterrand participe à ce bouillonnement, aux côtés de Simon Arbellot de Vacqueur, directeur de la presse à Vichy, et

15. Jean de Fabrègues est cité par Louis Amadiou, Jacques de Montjoye, André Rivière et Jean Védrine dans le *Dossier PG rapatriés*, op. cit.

16. Délégué général de la Légion Aquitaine pendant l'Occupation, aujourd'hui directeur du quotidien lepéniste *Présent*.

17. Entretien avec les auteurs, 24 mars 1994.

de Gabriel Jeantet. Armand Petitjean fait aussi partie des proches de François Mitterrand, à ce moment-là. Ami du ministre de l'Information, Paul Marion, il a frayed avec le Parti populaire français de Jacques Doriot (tendance « fasciste spiritualiste » de Drieu La Rochelle) à la fin des années 30. En 1942, Drieu publie le livre de Petitjean, *Combats préliminaires*, à la NRF. A la création de la Milice en janvier 1943, Petitjean rend hommage à Joseph Darnand et à la mystique des corps francs. Dans le premier numéro du mensuel *Idées*, il dénonce, sous le titre des « Ennemis de la Révolution », les « parasites », la « crasse de surface » qui comprend les « juifs étrangers », les « capitalistes anglo-saxonisés », les « francs-maçons conscients et organisés » et les « communistes aux ordres des Russes ». Dans un autre numéro, Petitjean regrette encore l'altération de l'« ethnie française », l'alourdissement des « composantes raciales », l'envahissement du pays par « la Babel de ses hôtes, résidus de l'humanité ».

Autre carrefour de cette réflexion politique : le mensuel *France, revue de l'État nouveau*, que dirigent Jeantet et Adrien Bagarry, dont François Mitterrand sera l'un des rédacteurs. « Nous n'apportons pas ici une doctrine nouvelle de l'État : la doctrine du maréchal Pétain est notre doctrine », proclame l'éditorial du premier numéro. « Nous n'avons pas la fatuité de vouloir ajouter aux messages si denses de notre chef, nous voulons simplement pénétrer de sa pensée un certain nombre de Français patriotes et étudier avec eux l'application faite de sa doctrine, c'est-à-dire la réalisation de la Révolution nationale [...]. Notre revue se propose d'être le lien qui réunira en faisceaux volontaires ces élites éparses, le foyer où se réchauffera, se rallumera, leur enthousiasme en faveur de la Révolution nationale. »

Cibles privilégiées de la revue, la République et la Révolution : « En 1789, une Révolution jetait bas l'Ancien Régime [...] qui avait assuré à la France pendant des siècles sa gran-

deur et sa prospérité. En 1789, les banquiers sont dans la rue. Après cent ans et plus de conquêtes magnifiques dans l'ordre matériel qui correspondent à cent années d'avilissement, d'asservissement de la personne humaine, le régime libéral est en pleine décadence, le règne du tiers bourgeois est menacé. Le capitalisme se défend, contre-attaque et c'est la guerre, épisode sanglant de la révolution nouvelle. » Suit une attaque classique contre « les financiers internationaux, les prophètes talmudistes, les agents secrets de l'Angleterre, les communistes à la solde de Staline », présentés comme les responsables de la défaite militaire de 1940.

Le journal se propose aussi de traquer les pétainistes de la dernière heure : « Parmi ceux qui n'hésitaient pas hier, suivant leurs intérêts du moment, à flatter les communistes, à ceindre le tablier des maçons, à livrer leurs filles aux juifs, nous en connaissons qui aujourd'hui ne manquent pas une messe, pas une cérémonie du nouveau régime et qui se claquent les plus fervents disciples du Maréchal. » Les auteurs précisent les objectifs rédactionnels : « chaque mois, nos collaborateurs exposeront en détail un ou plusieurs aspects de la "Révolution", aussi bien pour l'instruction de nos lecteurs que pour l'information de ceux qui ont la lourde charge de donner à la France des institutions nouvelles ».

Jean de Fabrègues s'associe parmi les premiers à la revue, de même que Robert Vallery-Radot, titulaire de la francisque, adversaire farouche de la franc-maçonnerie¹⁸, pigiste régulier à *Je suis partout* et auteur d'un livre sur *Les Sources d'une doctrine nationale*, dont la conclusion est ainsi formulée : « L'épreuve spirituelle des révolutions nouvelles est commencée ; le fascisme et le national-socialisme ont supplanté les démocraties libérales mais, comme toutes les Révolutions

18. Robert Vallery-Radot participera à la revue mensuelle *Les Documents maçonniques*, dirigée par Bernard Faÿ et dont l'objet est de traquer les documents relatifs aux activités des loges dissoutes.

nationales, ces systèmes vont avoir maintenant à se dépasser dans un universalisme européen. »

France, revue de l'État nouveau, dont la francisque gallique orne la couverture, publication pétainiste, antigauilliste, anticommuniste, antimaçonnique et antisémite, accueillera, dans son numéro de décembre 1942, la plume du futur président de la République. Au sommaire, le nom de François Mitterrand côtoie celui du maréchal Pétain, qui adresse un ordre du jour aux armées ; de Paul Creyssel, directeur de la propagande de Paul Marion ; de Gérin-Ricard, directeur de service à la Propagande, qui révèle son antisémitisme dans un texte sur la condition des juifs sous la papauté¹⁹ ; de Noël de Tissot, secrétaire général du Service d'ordre légionnaire (SOL), qui préfigure la Milice – Milice qui sera créée le mois suivant et dont Noël de Tissot sera un cadre éminent ; du docteur Alexis Carrel, le chantre de l'eugénisme, dont se réclameront plus tard *Europe-Action* et *L'Œuvre française*...

L'auteur choisit donc de publier son texte dans une revue qui, sous la plume de Noël de Tissot, écrit : « Si la France ne veut pas mourir dans cette boue-là, il faut que les derniers Français dignes de ce nom déclarent une guerre sans merci à tous ceux qui, à l'intérieur comme à l'extérieur, se préparent à lui ouvrir les écluses : juifs, maçons, communistes... toujours les mêmes et tous gauillistes. »

Le texte signé par le futur président de la République peut se lire à plusieurs niveaux²⁰. C'est le récit, aussi littéraire que politique, de son transfert en Thuringe, comme prisonnier de guerre.

19. « Au XVIII^e siècle, Benoît XIV interdit aux habitants du ghetto [de Rome] de porter leurs morts au cimetière autrement qu'en silence, d'avoir des serviteurs chrétiens [...], de telles mesures étaient nécessaires pour "arrêter l'invasion hébraïque". Une leçon à méditer... »

20. Ce texte sera publié par l'auteur lui-même dans *Politique*, en 1977. On peut noter que François Mitterrand ne donne alors qu'une partie du nom de la revue : *France*.

Il a souvent fait l'objet d'analyses diverses de la part des journalistes qui l'ont exhumé²¹. Il paraît donc intéressant de présenter les travaux de l'historienne Claire Andrieu²². Dans un cours intitulé *1940-1944, Révolution nationale contre Révolution française*, celle-ci propose à ses étudiants, sous le titre « L'Histoire au Mitterrand pluriel », l'examen par le menu des lignes écrites en 1942.

Voici des extraits du texte de François Mitterrand commentés par les notes et l'analyse dont Claire Andrieu se sert pour étayer son cours. Le commentaire porte ici sur deux pages de l'article qui en contient quatre, la première page se situant peu après le début du texte et la seconde en constituant la conclusion²³.

*

« Pèlerinage en Thuringe »

CLAIRE ANDRIEU : « Pèlerinage », titre étrange pour un convoi de prisonniers de guerre. Est-ce du second degré, de l'ironie sur les circonstances et les conditions du transport ? Le texte est écrit après les deux voyages à Weimar, capitale de la Thuringe, que des intellectuels français ont accepté de faire en 1941 et en 1942 comme invités au « Congrès des écrivains européens ». Parmi eux, Drieu La Rochelle et Jacques Chardonne notent que François Mitterrand apprécie. Ce haut fait de la collaboration intellectuelle avait été baptisé par ses auteurs « le pèlerinage à Weimar » en hommage aux écrivains et aux artistes allemands qui y avaient vécu dans le

21. Franz-Olivier Giesbert, *La Tentation de l'Histoire*, Paris, Éd. du Seuil, 1977 ; Catherine Nay, *Le Noir et le Rouge*, op. cit. ; Claude Manceron, *Cent Mille Voix par jour*, Paris, Robert Laffont, 1966 ; Jean-Marie Borzeix, *Mitterrand par lui-même*, Paris, Stock, 1973.

22. Maître de conférence à l'université Paris I et à l'Institut d'études politiques de Paris.

23. « Pèlerinage en Thuringe » est reproduit intégralement p. 235-239.

passé, mais aussi parce que, dans l'Europe d'alors, Weimar leur apparaissait comme le lieu par excellence des « réconciliations naturelles ». L'autre lecture de « pèlerinage » nous place donc dans l'esprit du régime de Vichy, celui pour lequel le nazisme et l'Occupation ne sont pas un obstacle au rapprochement franco-allemand.

« [...] J'étais tout de même étonné de la facilité avec laquelle les hommes s'accoutument à la vie de troupeau. C'étaient pourtant ceux mêmes qui, nourris d'idées de liberté et de progrès, avaient tant promené, et si fièrement, leur qualité d'individus ; "à notre époque", disaient-ils... et ces mots impliquaient toutes les vertus de l'intelligence maîtresse du monde, de la raison arbitre des luttes. "Nous, les hommes du xx^e siècle..." et ce xx^e siècle pour eux continue uniment la route large et droite ouverte par 89, étayée par la Science et la Machine, et consacrée par Versailles. Comme les paysans de Saintonge qui entourent leurs cours de hauts murs pour mieux affirmer leur indépendance, ils avaient vécu dans des zones obscures qu'ils imaginaient visitées de lumière et bordées de murs qu'ils appelaient leurs droits. Ils étaient en retard [...] »

CA : On perçoit les sarcasmes retenus que l'auteur adresse aux idéaux de 1789, avec, au passage, la dénonciation de l'individualisme (« leur qualité d'individus ») chère au communautarisme pétainiste. S'ensuit une critique de l'idée de progrès, idée de gauche qui postule que le progrès des sciences et des techniques améliore le sort de l'humanité à travers l'instruction. Autre objet de raillerie, « Versailles » est dénoncé et, avec lui, le volontarisme wilsonien qui proclame le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et inspire le Traité de 1919. Est-ce bien le lieu (une revue pétainiste), et le moment (juste après que le gouvernement de Vichy eut fait tirer sur les troupes américaines débarquant en Afrique du

Nord), pour mettre en cause l'idéalisme de la diplomatie du droit ? La « raison-arbitre » et l'idéologie des « droits » de l'individu ne sont pas épargnées non plus, au nom de la tradition et du devoir. Analyse qui relève de l'organicisme contre-révolutionnaire²⁴ et d'une critique de la philosophie des Lumières (« qu'ils imaginaient visitées de *lumière* et bordées de murs qu'ils appelaient leurs *droits* »).

« [...] Ils étaient en retard et s'estimaient en avance ; ils étaient en retard d'un bon demi-siècle. Seulement voilà que cet anachronisme si longtemps comique prenait des allures de drame. [...] »

CA : Quelle signification donner à ce retard mental et politique de cinquante ans ? 1940 – 50 = 1890. Est-ce une dénonciation de la République laïque de Jules Ferry (années 1880) et une mise en cause des principes fondateurs de la III^e République ? Dans cette hypothèse, l'auteur reprendrait l'antirépublicanisme du discours officiel de l'État français, et voudrait dire « nous sommes les modernes, les attardés sont les républicains ». L'« Ancien Régime », ce serait donc la République, et la modernité apparue dans les années 1890 serait celle des idées maurrassiennes.

« [...] Je m'attendais à la révolte, ou tout au moins à la stupéfaction : mais je constatai une fois de plus que le drame touche rarement ses acteurs : l'homme devant le malheur ou le bonheur est faible ; le plus grand bonheur lui donne la migraine et le plus grand malheur ne l'atteint qu'à travers les petits ennuis du tabac qui manque et du pain qui durcit. Et donc [...] »

24. Doctrine selon laquelle la société génère organiquement ses hiérarchies naturelles. Dans cette optique, toute Constitution tirée de la raison est une dénaturation. Seules valent la tradition et la coutume.

CA : Ironie de la vie et décalage entre l'acteur et son rôle. L'Homme est petit devant l'Histoire, la grandeur n'est pas son fait, c'est un anti-héros. Vision de l'humanité que l'on peut opposer à la thématique de la « grandeur » chez de Gaulle, et à son affirmation corollaire que l'homme a prise sur l'Histoire. Les anti-héros mitterrandiens sont aux antipodes de la conception gaullienne des « destins hors de toutes les séries ».

« [...] Et donc, chacun ayant abandonné, sans désespoir apparent, ses privilèges d'un autre siècle, ayant d'un coup repris la suite des foules souffrantes, des foules errantes, obéissait à l'antique fatalité des masses soumises aux mouvements obscurs, tout de suite familières avec leur destin. [...] »

CA : Multitudes moutonnières, les masses sont soumises par nature, « tout de suite familières avec leur destin ». Sous l'évocation poétique et presque mystique des foules médiévales, la conscience d'élite perce chez l'auteur.

« [...] Il me semblait que l'Histoire déroulait pour moi sa leçon continue : Gotha, Eisenach, Erfurt, Weimar. Le duel franco-allemand, le long des siècles, était là ramassé dans ces quatre noms : les Allemagnes [...] »

CA : En présentant la guerre de 1939 comme un épisode du duel franco-allemand, l'auteur ignore la spécificité du nazisme. Hitler, simple successeur de Bismarck. Cette conception du conflit était celle du gouvernement de Vichy, mais aussi d'une partie de la Résistance d'extrême droite, souvent liée aux milieux militaires. Le texte relève cependant de la première mouvance plutôt que de la seconde, car il constitue, sur le mode méditatif, une longue explication/justification du nouvel ordre européen.

« [...] les Allemagnes divisées grâce aux ambitions disparates des Princes, les Allemagnes une première fois rassemblées par la révolte contre l'ordre latin, unies par la recherche d'un dieu délivré de Rome et de Jérusalem ; les Allemagnes [...] »

CA : On peut comprendre l'évocation de Rome et de l'ordre latin, référence à la Réforme protestante. Mais pourquoi Jérusalem ? L'allusion est pour le moins fâcheuse dans le contexte politique de 1942.

« [...] les Allemagnes où, le Saint-Empire à peine détruit, l'Empereur des Français, effaçant les réseaux mineurs de frontières, nommant les rois, chassant les princes, créant un corps à l'idée nationale, apporta l'unité ; enfin, Weimar où Goethe saluait la grandeur de la Révolution française, devinant sans doute que de la souveraineté d'un peuple allait surgir la souveraineté des nations, Weimar où la République, en se parant des grâces démocratiques, sauva l'Empire. Notre convoi [...] »

CA : Ici, la Révolution française a un héritage positif : l'« idée nationale », la « souveraineté des nations ». Mais que penser des derniers mots : l'auteur se félicite-t-il que le Reich ait été « sauvé » par la République de Weimar ? Le vocabulaire employé donne à la phrase un double sens, selon que l'on charge positivement ou négativement les « grâces démocratiques » et le verbe « sauver ». Passage à double entrée...

« [...] Notre convoi misérable me paraissait symbolique. Il marquait dans sa tragique réalité les conséquences de l'abandon progressif du réel. La France, en nourrissant l'Europe de ses ambitions fraternelles, en imposant son ardeur guerrière, en répandant son sang hors de ses frontières et pour d'impossibles frontières, s'était épuisée ; et

je pensais que nous, les héritiers de cent cinquante années d'erreurs, nous n'étions guère responsables. J'en voulais à [...] »

CA : Ces « cent cinquante années d'erreurs » sont l'écho direct de la propagande développée par l'Action française à l'encontre de la célébration du Cent-cinquantième de la Révolution française, au printemps 1939. Mais le coup de poignard antirépublicain est enveloppé dans une méditation historico-philosophique sur la France et sa politique de grandeur. Nouvelle ambivalence du texte.

« [...] J'en voulais à cette histoire triomphale et qui précédait imparablement cette marche lente d'une génération dans des wagons à bestiaux. Je discernai la logique des événements et me demandai s'il était juste que notre misère fût le paiement de gloires mal comprises, ou plus exactement s'il était juste que notre déchéance nous fût imputée parce que, si nous avions abandonné nos armes, tout le reste nous avait été antérieurement soustrait. Je songeai aux jugements qui condamneront notre débâcle ; on incriminera le régime affaissé, les hommes nuls, les institutions vidées de substance et l'on aura raison. Condamnera-t-on [...] »

CA : A des degrés divers, la défaite de 1940 a amplifié le procès de la III^e République, que les années trente avaient déjà bien commencé. Sous l'Occupation, la critique était répandue chez les résistants comme les collaborateurs. Mais le contexte ici fait la différence. Puisque la revue où l'article est publié est celle de l'« État nouveau », les « jugements » qu'appelle l'auteur prennent un sens politique immédiat. On peut se demander s'il ne propose pas de reprendre le procès de Riom, suspendu depuis avril 1942 ? L'allusion résonne étrangement au moment où des ministres de la République, Léon Blum notamment, sont emprisonnés sur ordre de Vichy.

On retrouvera un écho de cette attitude dans les comptes rendus qu'il donnera du procès de Pétain en 1945.

« [...] Condamnera-t-on les erreurs glorieuses ? Je voyais dans cette rencontre de la splendeur et de la misère françaises, au cœur de l'Allemagne, les deux boucles d'un même cycle et qui devaient fatalement se rejoindre. »

CA : L'ambiguïté du jugement de l'auteur sur l'Histoire de France depuis 1789 ressort d'expressions comme « erreurs glorieuses » ou « splendeur et misère françaises » : la Révolution, qui a commis le péché d'orgueil de vouloir refaire l'homme éternel, a néanmoins de la grandeur. Mais les derniers mots de la phrase de conclusion lèvent l'ambiguïté, tout en supportant plusieurs lectures. Une lecture politique d'abord : si le destin de la France se scelle en Allemagne en 1942, c'est l'approbation de la politique de Collaboration. Une lecture philosophique ensuite : on retrouve le déterminisme historique, et l'idée que l'homme, cette petite chose à la surface de la Terre, doit se soumettre à la « fatalité ».

Nul esprit de révolte dans l'ensemble de ces lignes. Bien que leur esprit « vieille France » et maurrassien soit atténué par un certain nombre d'ambiguïtés et de formulations à double sens, le contexte historique et leur environnement éditorial en font un acte de soutien au pétainisme.

*

Cinquante-deux ans après avoir écrit ces lignes, François Mitterrand s'emploie à n'en retenir que la valeur littéraire :

« C'était pas mal du tout.

– Mais pourquoi ce mot « pèlerinage » ?

– Vous ne voyez pas le côté ironique, littéraire, vous voyez le côté pieux, vous ? Vous croyez que c'était un plaisir d'être un prisonnier ?

– Mais les « cent cinquante années d'erreurs » ? Vous pensiez à quoi ?

– Ah, je vois, vous voulez dire que j'étais contre la Déclaration des droits de l'homme... Pensez-en ce que vous voulez, mais ce texte, je ne le regrette pas du tout. Je l'ai fait tout à fait correctement, je l'ai travaillé. Chaque mot a été pesé²⁵. »

Il aura été impossible d'obtenir un éclairage politique de l'auteur.

De la même façon, François Mitterrand affirme ne pas se souvenir de la publication, en avril 1943, d'un article signé de sa main dans la revue *Métier de chef*, organe doctrinal des Compagnons de France²⁶. « Je ne connais pas cette revue, mais je reconnais ce texte », dit le président de la République à l'évocation de l'écrit, intitulé « Sur la route qui mène en France²⁷ ». François Mitterrand ajoute, énigmatique : « Je me demande si cela n'a pas été repris d'une autre publication. » Dans ce texte de six pages, volontiers poétique et lyrique, le jeune homme, enfin libre, chante un hymne à sa patrie retrouvée, à la « réalité charnelle de son sol », à la « liaison mystique » entre les hommes et leur terre. Au cœur du propos surgit cette proclamation : « La France est une personne. »

Quelques lignes plus loin, le portrait du Compagnon qui accueille François Mitterrand s'inscrit dans la même tonalité patriotique : « La France était bien enclose entre ses quatre murs, avec son odeur d'encre et de pain. On parla. Le Compa-

25. Entretien avec les auteurs, 24 mars 1994.

26. Mouvement fondé le 25 juillet 1940, pour rassembler les jeunes « désirant participer au relèvement matériel et moral de la France ». C'est l'une des émanations de la Révolution nationale du maréchal Pétain.

27. *Métier de chef*, n° 23. Jean Védrine, fidèle compagnon de François Mitterrand, publiera un article intitulé « Message essentiel » dans le n° 31 de cette revue.

gnon, poli et propre (ô surprise !) eut l'à-propos de ne pas s'apitoyer, de ne pas exhorter. Il faisait son travail, et ce travail, il ne l'appelait pas son devoir [...]. Oui, ce Compagnon de France, ce premier Français de ma liberté m'est apparu étrangement prêt. »

L'article, d'une facture littéraire évidente, ne livre que peu d'informations précises sur les circonstances dans lesquelles François Mitterrand arrive au centre d'hébergement des Compagnons, près de Lons-le-Saunier, dans le Jura. « L'intéressé, qui se souvient au moins de deux évasions antérieures, note Michel Bergès, présente les choses comme s'il avait été rapatrié. Il parle de *libération* et de *délivrance*. Loin de décrire la liberté d'une éventuelle évasion réussie [...] il la réduit au moment où il décide de parcourir à pied la route de plaine de huit kilomètres. »

A la faveur d'une visite officielle dans la région Franche-Comté, le président de la République trouvera, en 1987, l'occasion de revenir, avec quelques points de détail, sur les conditions de son passage en zone libre : « Le dernier barrage avant ma liberté, c'était la ligne de démarcation, et je l'ai franchie en traversant la Loue entre Mouchard et Arbois. Et où suis-je allé ? A Lons-le-Saunier. C'est à Lons-le-Saunier que j'ai été libéré, très provisoirement, de mes obligations militaires, car il fallait, même en ce temps-là, passer par le canal des autorités reconnues et tant que l'on n'avait pas un papier qui disait qu'on constatait que vous étiez un prisonnier de guerre évadé donc démobilisé, vous ne retrouviez pas un statut social²⁸. »

2. 202 : derrière ce simple numéro, l'un des moments les plus controversés de la vie de François Mitterrand. Le nom

28. Discours prononcé à la mairie de Dôle le 30 mars 1987.

de l'ex-fonctionnaire²⁹, âgé de vingt-sept ans, figure, au titre de délégué au Service national des étudiants³⁰, sur une liste de récipiendaires dans l'ordre de la francisque gallique. Gabriel Jeantet, ancien dirigeant des jeunes de l'Action française, et Simon Arbellot de Vacqueur, directeur de la presse à Vichy, lui accordent leur parrainage. Juste avant sa mort, en janvier 1966, ce dernier témoignera, dans une lettre à la revue *Les Écrits de Paris* : « Il me demanda un jour, à moi et à Gabriel Jeantet, animateur des mouvements de jeunesse, de présenter sa candidature à la francisque. Il fut admis à l'unanimité du conseil de l'ordre, sous le feu approbateur du monocle de l'amiral Platon. »

Au-delà du double parrainage nécessaire, le candidat devait présenter « des garanties morales incontestées et remplir des conditions : a) avant la guerre, avoir pratiqué une action politique nationale et sociale et conforme aux principes de la "Révolution nationale"; b) manifester depuis la guerre un attachement actif à l'œuvre et à la personne du Maréchal; c) avoir de brillants états de service militaire ou civique³¹. »

Cette décoration pouvait être attribuée personnellement par le maréchal Pétain ou par un conseil de l'ordre de la francisque comprenant douze membres, tous nommés par le chef de l'État français. Une fois l'accord du conseil obtenu, le récipiendaire devait prêter ce serment : « Je fais don de ma personne au maréchal Pétain comme il a fait don de la sienne à la France. Je m'engage à servir ses disciples et à rester fidèle à sa personne et à son œuvre. »

29. Officiellement, François Mitterrand démissionne de ses fonctions au commissariat général aux Prisonniers à Vichy le 14 janvier 1943. Pourtant, la date d'attribution retenue par les biographes est le 16 décembre 1943.

30. Les date, lieu de naissance et adresse de François Mitterrand à Vichy – 20, rue Nationale – sont précisés sur la liste.

31. Décrets des 14 mars et 31 juillet 1942, suivant la loi du 16 octobre 1941.

Durant les trois ans d'existence de cet ordre, trois mille décorations à peine auront été attribuées.

La francisque de François Mitterrand a donné lieu à un demi-siècle de polémiques, d'abord nourries par les silences, voire les dénégations de l'intéressé. En avril 1945, lors d'une réunion du MNPGD, devenu la Fédération nationale des prisonniers de guerre, le communiste Pierre Verrier apostrophe François Mitterrand : « Je serais heureux de voir levée l'hypothèque morale qui pèse sur ce camarade qui a obtenu du temps de Vichy la francisque d'honneur du Maréchal. M. Mitterrand avait peut-être ses raisons, mais je demande que tous les gens qui sont dans ce cas soient passés devant une commission d'épuration afin qu'il n'y ait plus d'équivoque sur leur compte. » Pierre Bugeaud, l'un des deux chefs de la branche communiste du mouvement de résistance, et présent dans la salle ce jour-là, note perfidement que dans le groupe des anciens du commissariat aux Prisonniers dont faisait partie François Mitterrand, « nombreux étaient ceux qui se trouvaient dans la même situation ³² ». A l'époque, l'interpellé répondit en éludant la question de la francisque et préféra revendiquer un tout autre parrainage : « J'ai été désigné par le général de Gaulle, qui doit s'y connaître tout de même en hommes, pour me confier le poste de secrétaire général aux Prisonniers de guerre, parce que je suis celui qui a créé le mouvement de résistance. Sur le plan du pedigree, Verrier, nous pourrions nous confronter. Lorsque le Général m'a désigné, au moment où c'était dur, où il y avait des risques, [...] il savait ce qu'il faisait. » Pour la première fois, publiquement, François Mitterrand, âgé d'à peine vingt-neuf ans, venait de subir une mise en cause de son passé. Le soupçon était alors installé.

Le 14 novembre 1948, *L'Humanité-Dimanche* épingle le

32. Pierre Bugeaud, *Militant prisonnier de guerre*, Paris, L'Harmattan, 1990.

tout nouveau secrétaire d'État chargé de l'Information : « Ce sous-ministre aux airs de jeune premier fut l'un des premiers vichystes de France, ce qui lui valut de figurer sur la liste des dignitaires de la francisque [...]. M. Mitterrand n'est pas un parjure, fidèle à son serment, il est toujours dans la tradition vichyste. »

Décembre 1954 : la polémique fait irruption dans l'hémicycle du Palais-Bourbon. Un député RPF (Rassemblement du peuple français) de la Sarthe, Raymond Dronne, attaque François Mitterrand bille en tête :

« Le grand républicain que vous prétendez être a un passé trop fluctuant pour pouvoir inspirer ce sentiment qui ne se commande pas, qui est en quelque sorte un élan instinctif et qui s'appelle la confiance. Je ne vous reproche pas d'avoir arboré successivement la fleur de lis et la francisque d'honneur.

– Tout cela est faux.

– Tout cela est vrai, vous le savez bien. Je constate vos variations. Vous avez toujours su orienter votre voile pour profiter des vents dominants. Je suis convaincu que vous vous intéressez beaucoup moins à la France qu'à la carrière de M. Mitterrand ³³. »

Un nouvel échange du même type animera la même assemblée quelques mois plus tard. François Mitterrand est alors redevenu simple parlementaire. Le débat roule sur la politique de décolonisation, quand le député RI (républicain indépendant ³⁴) Pierre Montel lâche soudain à la face du député de la Nièvre :

« Je crois, monsieur Mitterrand, qu'il vaut mieux ne pas

33. Compte rendu au *Journal officiel* (décembre 1954).

34. Le groupe des républicains indépendants a été créé en 1951 pour l'ensemble de la législature. Il fusionnera avec celui des indépendants et paysans. Voir Pierre Avril et Hugues Portelli (éd.), *Personnel politique français, 1870-1988*, Paris, PUF, 1989.

évoquer le passé. N'est-ce pas ? (Rires sur les bancs de droite et d'extrême droite.)

– Je voudrais savoir ce que vous voulez dire par là, monsieur Montel ?

– Je suis à votre disposition, monsieur Francisque Mitterrand, pour vous donner les précisions nécessaires. (Rires sur les bancs de droite et d'extrême droite.)

– Votre discours est une entreprise générale de calomnie, monsieur Montel. Je m'inscris en faux contre vos propos³⁵. »

Le 27 novembre 1958, les attaques viennent de la gauche. *Le Progrès social du Centre*, hebdomadaire de la fédération SFIO de la Nièvre, titre : « De la francisque à l'extrême gauche : buvant le calice jusqu'à la lie, Mitterrand le déloyal va au comble de l'abjection. »

A la sortie de sa traversée du désert, en pleine campagne présidentielle de l'automne 1965, François Mitterrand est à nouveau assailli. Les gaullistes publient des affichettes qui représentent le candidat de la gauche portant la francisque. L'intervention *in extremis* de Pierre Guillaïn de Bénouville empêche leur diffusion. Mais les proches du président sortant n'en restent pas là : ils éditent à 15 millions d'exemplaires un pamphlet³⁶ sur la carrière politique de François Mitterrand. « Il est pris à partie dans sa personne et sa vie privée de la façon la plus abjecte », écrira un peu plus tard Claude Manceron, le fidèle biographe du président de la FGDS³⁷. A l'occasion d'un portrait publié dans *Paris-Match*, Jean Farran souligne plus sobrement les « quelques ombres » d'un François

35. Compte rendu de la séance du 7 octobre 1955 à la Chambre des députés.

36. Ce document, intitulé « France-Avenir », est réalisé dans les imprimeries de *Notre République*, le mensuel des gaullistes de gauche.

37. In *Cent Mille Voix par jour*, *op. cit.* Claude Manceron est chargé de mission à l'Élysée depuis 1981.

Mitterrand qui « se défend catégoriquement d'avoir jamais eu la francisque pendant l'Occupation³⁸ ».

« Ça vous agace qu'on vous reparle constamment de la francisque ? demande-t-on au président de la République trente ans plus tard.

– Ah, ça non, puisque c'est vrai³⁹. »

L'existence de la francisque mitterrandienne ne fait plus débat. Beaucoup y voient l'illustration d'un double jeu de la part d'un résistant qui, pour mieux protéger ses activités clandestines, a accepté la distinction la plus honorifique de la France de Vichy. Un argument conforte cette analyse largement répandue chez les amis comme chez les adversaires de François Mitterrand : l'intéressé se trouvait à Londres le jour où la décoration lui a été officiellement attribuée. Dans le *Dossier PG rapatriés* qui fait office d'histoire officielle du réseau de résistance du MNPGD, Jean Védrine, chargé de rédiger la biographie de François Mitterrand, indique que son ami a quitté le sol français et traversé la Manche le 15 novembre 1943. Le témoignage écrit d'un pétainiste accrédite une autre thèse.

Simon Arbellot de Vacqueur, parrain de François Mitterrand pour la francisque, tient un journal dans les années 1942-1944. Il en tirera plusieurs ouvrages, dont *Eau de Vichy, vin de Malaga*, en 1952. Ancien directeur de la presse à Vichy, nommé consul général de l'État français à Malaga, il raconte par le menu chacune de ses visites dans la capitale. Ainsi, notera-t-il, à propos d'un voyage destiné à rendre compte de ses activités diplomatiques à Pierre Laval, le 4 décembre 1943 : « Vieille habitude, je fréquente volontiers le bar du Cintra où je vois trop rapidement François Mitterrand, André Sauger, d'autres encore que je sais mêlés aux réseaux de la

38. *Paris-Match*, 25 septembre 1965.

39. Entretien avec les auteurs, 24 mars 1994.

Résistance et dont je veux connaître l'opinion sur les événements en cours. » D'après ce témoignage, François Mitterrand était à Vichy au début de décembre 1943. Les différences de date ne peuvent alors être comprises que comme une volonté d'accréditer l'idée que le nouveau promu n'était pas dans la capitale de l'État français le jour de la remise et de la prestation de serment des récipiendaires de la francisque gallique.

Bien que fonctionnaires vichyssois et intellectuellement très engagés aux côtés du Maréchal et de la Révolution nationale, François Mitterrand et ses camarades n'acceptent pas l'Occupation allemande. Depuis 1942, ils fournissent des faux papiers aux candidats à l'évasion. Ils prennent en charge les évadés et les prisonniers de guerre de retour des camps. Pendant et après leur passage au commissariat aux Prisonniers, leur mission consiste essentiellement à créer un réseau de lutte contre la présence de l'occupant et les velléités collaboratrices des équipes de Laval. De plus, les témoignages recueillis dans le *Dossier PG rapatriés* par Jean Védrine décrivent une activité de renseignement pour les Alliés et les Forces françaises libres. François Mitterrand lui-même sera cité par le général de Gaulle dans ses *Mémoires de guerre* comme l'un de ses informateurs réguliers.

Résister contre l'occupant peut quelquefois passer par une simple prise de parole.

Le 10 juillet 1943, à la salle Wagram, à Paris, Pierre Laval et André Masson, le successeur de Maurice Pinot au commissariat général aux Prisonniers de Vichy⁴⁰, organisent un vaste rassemblement de prisonniers. Ce doit être le point d'orgue d'une grande tournée nationale, qui a pour objectif de rassurer

40. C'est ce remplacement qui provoquera la démission collective du groupe de François Mitterrand du commissariat.

les cadres et les militants des associations de prisonniers de guerre. En pleine charge d'André Masson contre la « trahison de De Gaulle et la félonie de Giraud », un homme se lève et apostrophe l'orateur : « La France n'est pas derrière vous. Qui représentez-vous ? Personne. Vous n'avez pas le droit de parler en notre nom. » L'impertinent s'appelle François Mitterrand. Il vient de signer là un acte de courage qui lui vaudra la reconnaissance de Radio-Londres⁴¹.

Août 1944. Les Allemands sont encore dans Paris. Pour peu de temps. Chaque mouvement de résistance prépare les grandes heures de la Libération. Le MNPGD ne peut pas être en reste. Pour montrer que les prisonniers de guerre ont joué un rôle décisif dans cette lutte contre l'occupant, ses dirigeants imaginent le premier numéro de *L'Homme libre*, organe du mouvement. Par souci de discrétion, les représentants des deux grandes tendances se donnent rendez-vous au Trocadéro. C'est là, assis sur les marches, qu'ils vont définir la une du journal⁴². Suit une discussion passionnée entre François Mitterrand et Pierre Bugeaud⁴³. La négociation est serrée, car les deux hommes ont des idées tranchées sur l'article central de la première page. Et les points de vue sont difficiles à concilier. Chacun trouve l'article de l'autre trop engagé. L'un pour Staline, l'autre pour Pétain. Après discussion, les deux maréchaux cohabiteront à la une.

« Mitterrand faisait une condamnation de principe de Vichy, mais faisait une nuance sur l'homme, explique Pierre Bugeaud.

41. Le 12 janvier 1944, alors que François Mitterrand est à Londres, Maurice Schumann racontera cet épisode sur les ondes de la BBC.

42. Cette scène nous est racontée par Pierre Bugeaud le 1^{er} février 1994.

43. Après l'unification de l'ensemble des mouvements de prisonniers de guerre, en février 1944, il représente, avec Robert Paumier, le très puissant courant communiste du MNPGD.

Je sentais percer une espèce d'excuse suffisante pour que je ne sois pas d'accord⁴⁴. »

Cet épisode n'est pas le dernier accrochage sur ce thème entre proches de François Mitterrand et communistes. En 1947, Jean Védrine, ami depuis novembre 1942 du benjamin du gouvernement⁴⁵ et directeur adjoint de son cabinet, en fera les frais. L'heure est aux règlements de compte : intensification du climat de guerre froide, mise à l'écart des communistes, grand déballage d'après-guerre avec révélations et procès en cascade... Et voici qu'une affaire de remise de décoration vient mettre le feu aux poudres de la Fédération nationale des prisonniers de guerre, issue depuis avril 1945 du MNPGD. A l'occasion de l'attribution de la rosette de la Résistance par François Mitterrand à son fidèle collaborateur, les délégués parisiens, membres du Parti communiste, exhumement de leurs archives le dossier Védrine. On y trouve plusieurs exemplaires du *Soleil sagannais* – journal d'inspiration fortement pétainiste du stalag VIII C, dont la première page est ornée d'une grande francisque présentant le profil du Maréchal – qui mettent en cause l'homme de confiance du camp, Jean Védrine, militant des cercles Pétain. Jean Bertin, président d'honneur de la Fédération nationale des prisonniers de guerre, cofondateur du réseau de résistance de François Mitterrand, encore très proche du ministre à l'époque, déclarera devant le comité fédéral saisi de l'affaire qu'il renoncera après cela à porter la médaille de la Résistance.

Le jury d'honneur, réuni pour étudier le cas Védrine, rendra une décision qui sauvera la réputation de l'ancien dirigeant national. Ses attendus affirment :

« a) Cette attitude pétainiste ne préjuge en rien des sentiments patriotiques et anti-allemands ; b) son action même au

44. Entretien avec les auteurs, 1^{er} février 1994.

45. François Mitterrand est devenu ministre des Anciens Combattants et des Victimes de guerre dans le cabinet Ramadier (22 janvier-22 octobre 1947).

sein d'un mouvement de la Révolution nationale a eu pour objectif essentiel de lutter contre le mouvement Jeune Europe ; c) la conduite de Jean Védrine dans la lutte contre Masson et la collaboration, puis au service de la Résistance PG, témoigne d'un patriotisme qui ne s'est jamais démenti. »

Pierre Bugeaud raconte, dans son livre⁴⁶, l'émotion soulevée par cette affaire : « Ainsi s'établissait une jurisprudence qui excusait l'adhésion à la Révolution nationale du maréchal Pétain dès lors que l'action contre Masson en 43-44 était établie, ce qui était le cas. » Et il précise en note : « Cependant, une formule de l'intéressé (relevée dans *Le Soleil sagannais*) nous paraissait totalement inadmissible, quels qu'aient pu être les retournements ultérieurs de son auteur. Même extraite de son contexte, elle était lourde de signification : "Nous voudrions que la France reste libre, sachant que nous sommes à même, mieux que quiconque, d'apprécier nos vainqueurs d'hier et nos amis de demain⁴⁷." » Aujourd'hui, le jugement de Pierre Bugeaud n'a pas varié : « Cet homme, qui reste l'homme lige de Mitterrand, était profondément pétainiste, il organisait même des pétitions dans son camp en faveur du Maréchal⁴⁸. » La relecture des documents du stalag – et en particulier un avis aux *Arbeitskommandos*⁴⁹ – confirme les propos de Pierre Bugeaud. Les 24, 25 et 26 octobre 1941, Jean Védrine organise des « journées du Maréchal », afin de « mieux faire connaître la personne, l'œuvre et les directives du Maréchal ; de faire bien comprendre la nécessité et l'intérêt de lui obéir totalement et d'entraîner à sa suite les quelques derniers et rares hésitants⁵⁰ ». L'objectif est bien de

46. *Militant prisonnier de guerre*, op. cit.

47. Le 1^{er} décembre 1941.

48. Entretien avec les auteurs, 1^{er} février 1994.

49. Brigades de travail dans les camps.

50. Avis aux *Arbeitskommandos* reproduit dans *Le Front des barbelés*, 1^{er} novembre 1947.

recueillir le maximum de signatures et de lettres d'allégeance car « toutes les lettres jointes aux signatures du camp seront envoyées au Maréchal en témoignage émouvant de notre loyalisme à toute épreuve » (on apprend dans le numéro suivant que beaucoup ont expédié une partie de leur solde). Mais l'essentiel de la démarche réside dans le serment au Maréchal :

« 1) Je jure fidélité à la personne du chef de l'État ; 2) Je jure et je promets d'employer chaque minute de ma captivité à me préparer à servir et, dès mon retour, d'être l'artisan infatigable et impitoyable de la Révolution nationale. »

Certains articles signés Jean Védrine, dans *Le Soleil saganais*, traduisent cette confiance plus qu'aveugle en Pétain : « Si nous sommes un peu surpris de certaines décisions, faisons-lui toujours confiance. Il sait où il va, et nous, nous ne savons rien. Notre fidélité et notre intelligence doivent trouver les arguments simples qui éclairent, aux yeux des sceptiques et des adversaires, la pensée et l'action de notre chef. [...] Nous savons que le Maréchal ne peut vouloir que le bien de la France. Aussi, nous lui jurons fidélité avec empressement. » Au-delà de la fidélité à l'homme, la propagande et la défense des valeurs tiennent toute leur place dans les textes : « Dans tous les coins de la Silésie déferlent ces messages de loyalisme, demain ce sera de tous les coins de l'Allemagne une vague irrésistible. Ce ne sont pas des illuminés, des excités, des révoltés, mais de rudes gars prêts à faire une rude besogne. La volonté des prisonniers va faire la Révolution nationale. »

Le *mea culpa* exprimé aujourd'hui avec le recul par l'auteur paraît sincère : « Dans les camps, notre pétainisme était dû à l'ignorance. Avec le recul et les années, je suis beaucoup plus dur aujourd'hui que je ne pouvais l'être durant la guerre ou même dans l'immédiat après-guerre. » Dans un compte rendu très complet du congrès national de la Fédération nationale des prisonniers de guerre, de novembre 1946, Pierre Bugeaud

note : « François Mitterrand voulait trouver dans cette masse de délégués les fans qui lui seront nécessaires, en s'appuyant sur certains MNPGD, mais aussi sur d'ex-vichystes opposants tardifs à l'État français. »

Libéré de son stalag et rapatrié pour cause de maladie, le 31 août 1942, Jean Védrine cherche un emploi dès les premiers jours d'octobre. Il sollicite l'un des cadres de Georges Scapini, ambassadeur délégué à Berlin pour les prisonniers. C'est le même Scapini qui, visitant régulièrement les camps, recommande fermement aux prisonniers de ne pas s'évader. Le contact de Védrine, Georges Baud, rencontré pour la première fois lors d'un passage dans le stalag VIII C, a pu remarquer ses positions maréchalistes. Il apprécie son engagement et le recommande au commissariat général aux Prisonniers, dirigé par Maurice Pinot. Une fois intégré, Jean Védrine se rapproche à la fois de François Mitterrand⁵¹ et du docteur Ménétrel. Ce dernier, médecin personnel et chef du secrétariat particulier du maréchal Pétain, est à l'époque souvent présenté par la rumeur comme le fils naturel du chef de l'État français. Peu de temps après la démission collective de l'équipe Pinot du commissariat aux Prisonniers, Jean Védrine et l'un de ses compagnons, Pierre Chigot⁵², font appel au docteur Ménétrel pour qu'il leur trouve une couverture. Védrine est alors employé pendant quelques mois « au rez-de-chaussée ou au sous-sol de l'hôtel du Parc ». A la fin de la même année, le bras droit du maréchal Pétain parrainera Jean Védrine et Pierre Chigot dans l'ordre de la Francisque.

Dans ce même commissariat aux Prisonniers intervient très tôt la nomination de Jean-Pierre Maxence, *alias* « Pierre

51. C'est à cette époque que les deux hommes se rencontrent.

52. Son futur beau-frère.

Godmé », au poste de directeur des services sociaux à Paris. Instigateur de l'attentat perpétré en février 1936 contre Léon Blum, il a regretté que le futur président du Conseil du gouvernement du Front populaire n'ait pas été achevé⁵³. Cet intellectuel, proche de Thierry Maulnier et Robert Brasillach, collaborateur de *Gringoire* avant la guerre et de *Combat*⁵⁴, continue, malgré ses fonctions, à donner des articles doctrinaux fascisants à *Paris-Midi*, *La Gerbe*, *Les Nouveaux Temps*, *Occident*, *Aujourd'hui* et *Idées*. Articles qui ne l'empêchent pas de recevoir des encouragements lors du congrès des Comités d'entraide, en juillet 1943. Jean de Fabrègues l'a salué, mais aussi... François Mitterrand, de manière peut-être involontaire : Jean-Pierre Maxence le révélera dans son mémoire de défense. Il expliquera que c'est lui qui, du haut de la tribune, a donné la parole à Mitterrand pour qu'il lance ses attaques contre le mouvement des prisonniers animé par Masson. A la fin de l'intervention de François Mitterrand, d'après les témoignages assermentés publiés dans le mémoire de défense, l'orateur aurait eu ces mots : « Monsieur Maxence n'est pas en cause. Je sais que, lui, fait du bon travail⁵⁵. » On découvre dans ces mêmes témoignages que le lendemain⁵⁶ Maxence recevait dans son bureau François Mitterrand : « Ce jour-là, nous nous sommes entendus sur l'attitude à prendre pour sauver l'indépendance des services sociaux des prisonniers et il [François Mitterrand] sait que j'ai tenu parole⁵⁷. »

53. Ces félicitations et ces regrets sont notés in Eugen Weber, *L'Action française*, Paris, Fayard, 1985, p. 402.

54. Dont le directeur est Jean de Fabrègues.

55. Ces citations sont tirées des témoignages de Lucien Léger, du réseau MNPGD de François Mitterrand et de Jean-Pierre Maxence, tels qu'ils sont reproduits dans le livre publié par son fils, Jean-Luc Maxence, *L'Ombre d'un père*, Paris, Éd. libres Hallier, coll. « Destins », 1978, p. 191 et suiv.

56. Alors que François Mitterrand dit être traqué par la Gestapo après son intervention contre Masson.

57. Jean-Luc Maxence, *L'Ombre d'un père*, op. cit., p. 179.

Le mouvement de résistance de François Mitterrand, né de sa démission du commissariat général aux Prisonniers, ne sera officiellement reconnu que le 4 mars 1986, peu de temps avant les élections législatives perdues par la gauche. Ce jour-là, le ministre de la Défense, Paul Quilès, publie un décret authentifiant le caractère « combattant » du réseau. Mais les textes sont formels : toute reconnaissance de ce type doit d'abord faire l'objet d'un examen par une commission consultative constituée de personnalités incontestables issues de la Résistance. Lorsque la commission se réunit effectivement, ses membres savent que le ministre veut imposer cette authentification, quel que soit l'avis rendu. Et, en l'occurrence, l'avis devrait être négatif. Devant la détermination de Paul Quilès, la commission décide, pour se prononcer, d'attendre l'arrivée de la nouvelle majorité issue des urnes du 16 mars 1986. Les craintes des membres de la commission sont justifiées : le ministre signe le décret sans que l'avis soit rendu. Aussitôt, le colonel Masset, président de la commission, héros de la Résistance, commandant de la Légion d'honneur, démissionne. Il introduit dans la foulée un recours en annulation devant le Conseil d'État. Annulation qui sera prononcée le 11 mars 1991.

Paul Quilès affirme aujourd'hui n'avoir plus aucun souvenir de cette affaire, si ce n'est qu'il a été insulté à cette occasion. Il admet qu'il a bien signé le décret, mais préfère souligner le rôle prépondérant joué par Luc Roger⁵⁸. Ce dernier confirme :

« Paul Quilès a largement suivi ce qu'on lui a suggéré de

58. Luc Roger a été conseiller technique de Charles Hernu et de Paul Quilès au ministère de la Défense.

faire, compte tenu de l'intérêt qu'avaient certaines personnes à la bonne fin de ce dossier.

– Quelles personnes ?

– Oh, il y avait Jean Védrine, Jacques Piette, Jacques Benet...

– Et François Mitterrand ?

– A l'époque de Paul Quilès, il n'est jamais intervenu directement. Mais il est évident que Védrine le tenait au courant de l'évolution du dossier.

– Et avant l'arrivée de Paul Quilès ?

– C'est vrai que c'est Charles Hernu qui avait préparé tout le dossier. Ils en ont parlé ensemble. J'ai même vu, un jour, une note du ministre sur ce sujet qui nous a été retournée avec des annotations du président. Vous savez, Mitterrand est attentif à ces choses. Il a toujours voulu donner des signes pour bien jalonner son parcours personnel⁵⁹. »

Depuis 1948, ladite commission ne se réunissait plus que pour étudier des cas personnels, notamment ceux des « malgré nous » alsaciens. A cette date, la grande majorité des anciens résistants considéraient que le cycle des reconnaissances officielles était achevé. Les dirigeants du MNPGD avaient tenté une première fois d'obtenir le label officiel de résistants combattants à la fin de 1947. Mais leur dossier avait été refusé, parce que déposé trop tard, expliquent-ils aujourd'hui. Manque de vigilance bien singulier pour le mouvement dont le fondateur, François Mitterrand, est ministre des Anciens Combattants et dont un ancien dirigeant, Jean Védrine, est chef de cabinet du ministre...

59. Entretien avec les auteurs, 27 mai 1994.

4. Traces de guerre

Le 10 novembre 1946, les électeurs de la Nièvre se prononcent pour un candidat de trente ans dont les thèmes de campagne sont les suivants :

Défendre « en premier lieu la liberté d'enseignement car l'enfant appartient à ses parents et non à l'État » et l'idée que « la paix religieuse soit maintenue dans un climat débarrassé de tout sectarisme ».

Encourager « la production par la suppression des réglementations qui briment les libertés de l'agriculture et du commerce ; le retour aux méthodes saines de gestion budgétaire ; la lutte contre l'État-trust qui se substitue partout à l'initiative privée ».

Affirmer haut et fort : « Non à l'installation du PC au pouvoir ; non aux nationalisations hâtives et coûteuses qui alourdissent nos charges ; non à la gabegie administrative. 276 000 postes de fonctionnaires ont été créés depuis 1939. On nous avait promis de les réduire, or le récent collectif budgétaire comportait en tout et pour tout 410 suppressions d'emploi. »

Un programme typiquement de droite pour 1946.

Les tracts du candidat François Mitterrand s'en prennent aussi aux « trois partis qui nous ont si mal gouvernés » (Parti communiste, SFIO, MRP)¹. La lutte contre le « tripartisme qui

1. Il s'agit des trois principales formations issues de la Résistance.